

## "Les conclusions des «Dix»" dans Corriere della Sera (2 décembre 1971)

**Légende:** Le 2 décembre 1971, le quotidien italien Corriere della Sera analyse le déroulement pénible des négociations entre la Communauté économique européenne (CEE) et les États-Unis afin de résoudre les troubles économiques et monétaires internationaux nés de l'abandon du système de Bretton Woods.

**Source:** Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 02.12.1971, n° 283; anno 96. Milano: Corriere della Sera. "Le conclusioni dei «Dieci»", auteur:Lenti, Libero , p. 1; 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/les\\_conclusions\\_des\\_dix\\_dans\\_corriere\\_della\\_sera\\_2\\_deceembre\\_1971-fr-949fbe2f-b3e9-4c03-a3c3-3bb7f099a8dd.html](http://www.cvce.eu/obj/les_conclusions_des_dix_dans_corriere_della_sera_2_deceembre_1971-fr-949fbe2f-b3e9-4c03-a3c3-3bb7f099a8dd.html)



**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016

## Les conclusions des «Dix»

Ils ne se trompaient pas, ceux qui après les dispositions monétaires et douaniers de la mi-août prévoyaient que les tentatives pour remettre en route le système monétaire international seraient longues et difficiles. Les résultats décevants de la réunion de Rome qui a rassemblé les représentants du «groupe des Dix» pays les plus industrialisés du monde viennent nous le confirmer. Durant cette rencontre, une fois de plus, on s'est contenté de confronter les positions respectives et divergentes. Les tractations furent longues, parce qu'il s'agissait en substance de formuler de nouvelles règles, aptes à remplacer celles qui furent formulées à Bretton Woods en 1944, et progressivement rapiécées dans le temps. La difficulté vient du fait – alors que le droit de décision se trouvait pratiquement concentré entre les mains de deux seuls pays, les États-Unis et la Grande-Bretagne – qu'à présent il y a au moins dix pays, en ne tenant pas compte de ceux qui appartiennent au monde communiste, qui disposent du droit d'exprimer leur position.

Pour le moment, donc, rien n'est fait. En guise de consolation, on pourra dire que la réunion a été utile tant pour sa contribution à confronter les différentes positions, et cela dans le but d'arriver à un moment ou à un autre à un compromis, et pour ce qui concerne la solution des problèmes à brève et longue échéance. Il faudra en effet parvenir à un compromis. Mais il s'agit d'une bien maigre consolation, tant les deux positions, celle des États-Unis et celle des neuf autres pays, sont depuis longtemps par trop claires. Tant et si bien qu'à Rome, les États-Unis ont proposé des solutions encore plus rigides que celles que l'on pouvait redouter. Et cela d'autant plus si l'on tient compte du fait qu'il existe toujours des différences entre les neuf autres pays. Ainsi les États-Unis ont cherché à les aiguïser afin de renforcer leur position contractuelle.

Les États-Unis veulent rééquilibrer leur balance des paiements, et ce en l'espace de deux ou trois ans. Ils entendent par conséquent avoir un important solde actif grâce au change des marchandises (aujourd'hui passif), un solde qui combiné au solde actif des services, en ce compris les cessions de capitaux, pourrait compenser l'important solde passif des aides à l'étranger et des mouvements de capitaux. L'objectif principal que poursuivent les États-Unis en ce moment est donc de renverser la situation de leur balance commerciale, ce qui revient à dire la balance des importations et exportations de marchandises. Cela explique, à défaut de la justifier, la dévaluation de 10 pour cent visant à freiner les importations, et explique par ailleurs l'action pour obtenir une réévaluation des devises des neuf autres pays par rapport au dollar, afin de faciliter les exportations.

Ces neuf pays, même avec quelques contradictions internes, s'accordent sur la nécessité de réévaluer leurs devises face au dollar, particulièrement si le billet vert est dévalué par rapport à l'or. Cela atténuerait les réévaluations de leurs monnaies par rapport au dollar, et donc plus importantes par rapport à l'or. Mais ces réévaluations ne peuvent être égales en pourcentage pour toutes les devises. Elles doivent tenir compte de la situation économique des différents pays. Vu que l'on mélange à nouveau les cartes monétaires, il vaut mieux fixer de nouvelles parités de change plus réalistes entre les devises des différents pays.

Sans trop s'étendre sur le sujet, il est évident que notre situation économique impose aujourd'hui de minimiser la réévaluation de la lire par rapport au dollar et donc de la dévaluer au maximum par rapport aux autres devises. Ce n'est que de cette façon que nos exportations de biens et services pourront se maintenir à un niveau assez satisfaisant. Mais, comme je viens de le dire, à Rome, les États-Unis ont cherché à perturber la position des neuf autres pays, par exemple lorsqu'ils ont proposé une réévaluation moyenne des différentes devises par rapport au dollar égale à 11 pour cent. Il est clair, en effet, que si une devise ne peut être réévaluée, comme la lire, d'autres monnaies doivent l'être de façon plus importante que ce qui était prévu afin d'atteindre cette moyenne.

La détermination, même si elle est différenciée, des nouvelles parités monétaires par rapport au dollar est étroitement liée à l'abolition des taxes à l'importation de 10 pour cent, ce qui pousse à envisager simultanément les problèmes monétaires et commerciaux. Ce sont là d'épineux problèmes, et ils le sont d'autant plus que les États-Unis, toujours soucieux de rendre leur balance commerciale active, entendent conjuguer l'abolition des taxes douanières à une augmentation de leurs exportations agricoles vers les pays de la CEE, et à l'engagement accru de la part des pays européens pour ce qui concerne les dépenses militaires, les aides aux pays sous-développés et ainsi de suite.

Un autre problème épineux est celui du retour aux changes fixes, voire avec un élargissement des marges de fluctuation dans le but d'en rendre élastique le fonctionnement. En ce moment les changes entre les différentes devises ne sont plus fixes. Mais cela n'est le cas qu'en théorie. Dans la pratique, les banques centrales ont réussi à maintenir les parités entre des marges suffisamment contrôlées. Le taux de change de notre monnaie par rapport au dollar, par exemple, n'est jamais descendu sous les 610 liras, cependant il apparaît nécessaire d'institutionnaliser l'action des banques centrales par la détermination de nouvelles parités fixes de change avec une plus grande marge de fluctuation, comprise plus ou moins entre 2 et 3 pour cent.

Ce mois-ci, M. Nixon rencontrera plusieurs responsables européens et il est probable, pour ne pas dire certain, que les problèmes monétaires seront largement abordés. En d'autres termes, les États-Unis essaient de faire passer ces négociations d'un niveau multilatéral à un niveau bilatéral. Les pays européens ne doivent pourtant pas se laisser séduire par cette tactique. Ils doivent plutôt en tirer des indications pour renforcer leur front commun face aux États-Unis. À ce propos, la prochaine rencontre entre MM. Pompidou et Brandt pourra être utile pour assainir définitivement les habituelles divergences entre la France et l'Allemagne.

Ce front commun pourrait permettre de déboucher sur une solution, même temporaire, des problèmes monétaires actuels, et donc sur la création de cet embryon de monnaie européenne commune dont on a tant parlé, basée sur une réévaluation différenciée des différentes devises par rapport au dollar, sur l'adoption de marges de fluctuation assez étroites entre les monnaies européennes, et au contraire de marges plutôt larges pour l'ensemble des monnaies européennes face au dollar. Le tout conditionné par une meilleure utilisation des monnaies européennes pour le solde des balances de paiement respectives. Il ne s'agit certes pas d'une solution satisfaisante. Il s'agit plutôt d'une solution de réserve en attendant une meilleure compréhension des intérêts européens de la part des États-Unis.

Libero Lenti